

LE CAPITALISME, LES ENTREPRENEURS ET LES ASSOCIATIONS D'ENTREPRENEURS AU TRAVAIL :

NOUVELLES ETHNOGRAPHIES DES DYNAMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ EN AFRIQUE

Appel à contributions pour un numéro thématique de la revue 'Anthropologie et Développement', coordonné par Thomas Bierschenk et José María Muñoz, à paraître en 2021.

Ce numéro souhaite explorer de manière ethnographique et analytique les liens entre le capitalisme émergent (ou non), les activités du secteur privé, les entrepreneurs (dans un sens économique) et leurs associations, l'État et les agences de développement en Afrique.

Le récent renouveau du concept de capitalisme en sciences sociales n'a eu jusqu'à présent qu'un impact limité sur les études africaines, dominées ces dernières décennies par d'autres lectures principalement orientées par le prisme de la "bonne gouvernance". À l'arrière-plan de cet intérêt renouvelé pour le concept de capitalisme, on trouve de vieilles questions sur les conditions du "rattrapage" économique des pays africains. Toutefois, les contributions empiriques ayant placé le concept de capitalisme au cœur de leurs ambitions théoriques sont jusqu'ici restées assez rares.

L'intérêt nouveau des chercheurs pour le capitalisme comme grille d'analyse du développement économique est lié aux transformations des paradigmes "pratiques" du développement. Au cours des dernières décennies, les politiques de développement ont en effet largement mis l'accent sur la réforme des institutions publiques, complétée par la suite par la promotion explicite du secteur privé. Le développement du secteur privé (DSP) est devenu à la fois un domaine distinct des politiques de développement, coordonné de manière plus ou moins effective au sein du Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise (*Donor Committee on Enterprise Development* (DCED)), et un topos réinvesti par la recherche économique du développement. En tant que paradigme, le DSP couvre non seulement la promotion des petites et moyennes entreprises, mais aussi des programmes très controversés tels que la réforme du climat d'investissement ou la réforme de l'environnement des entreprises, et notamment l'initiative *Doing Business* de la Banque mondiale (2004). En conséquence, de nombreuses ONG se sont parfois inscrites, souvent à contrecœur, dans des programmes de promotion de l'entrepreneuriat et du capitalisme à petite échelle, et ce dans divers contextes.

Le paradigme du développement du secteur privé, ainsi que les programmes spécifiques qui y sont associés, présentent néanmoins un angle mort pour le moins singulier : dans quelle mesure les programmes de développement du secteur privé ont-ils réellement porté leurs fruits ? Quelle est la nature des entreprises émergentes et quelle place occupent-elles dans la structure sociale de leurs pays respectifs ? Le secteur privé peut être marginal ou important, autochtone ou dépendant de l'extérieur, replié sur soi ou extraverti, dominé par de grandes entreprises ou constitué d'une myriade de petites entreprises familiales. Sur le plan empirique, la plupart des réponses à ces questions sont restées remarquablement nébuleuses. Ceci est d'autant plus étonnant que le programme *Doing Business*, par exemple, a généré une véritable concurrence, en particulier entre les pays du Sud, ce qui a permis de simplifier et de limiter la réglementation des entreprises. Si les débats sont vifs autour du sens et des soubassements idéologiques de ce programme, ils laissent de côté l'analyse des types de *business* qui auraient fait leur chemin de Singapour à Maurice ou au Rwanda à la suite de réformes inspirées par le programme *Doing Business*, et ce que cela dit de leur constitution sociale globale.

La question du capitalisme telle qu'elle est posée dans les sciences sociales et le paradigme politique du développement du secteur privé se rejoignent, enfin, dans des lectures du continent africain comme dernière frontière du capitalisme. Cette perspective est largement représentée dans le journalisme économique ; la couverture de *The Economist Africa Rising* (3.12.2011) est ainsi devenue

emblématique de cette position. Formulée à l'origine par des consultants tels que McKinsey, qui parlait de "lions en mouvement" par analogie avec le développement capitaliste de rattrapage en Asie (Roxburgh et al, 2010), la thèse de *Africa Rising* – et ses partisans – s'intéressent toutefois moins au développement économique au sens large des pays africains. Dominée par une perspective d'investisseurs et d'études de marché, l'Afrique y est plutôt présentée comme un continent où les investisseurs (étrangers) peuvent gagner beaucoup d'argent, en relation avec la montée supposée des "classes moyennes" africaines.

Dans ce contexte, les entrepreneurs africains ont été célébrés ces dernières années comme étant à l'avant-garde du développement économique et social en Afrique. L'un des plus éminents d'entre eux, Tony Elumelu, a récemment proclamé lors de son Forum annuel sur l'entrepreneuriat que "l'Africapitalisme prend le devant de la scène"¹. D'autres entrepreneurs importants comme Yves Kabongo y ont également participé et se sont déclarés "africapitalistes" radicaux².

En fait, l'existence d'entrepreneurs ou d'entreprises ayant des droits de propriété privée peut être considérée comme une caractéristique essentielle, mais non suffisante, du capitalisme. Une notion 'schumpétérienne' de 'l'entrepreneuriat' a longtemps encadré les perspectives sur les trajectoires des entreprises ainsi que des hommes et femmes d'affaires sur le continent africain. Les inquiétudes concernant le besoin d'entrepreneurs en Afrique semblent aujourd'hui aussi pertinentes qu'à la fin des années 80, lorsque dans l'un des documents de politique générale qui ont suivi une décennie d'ajustement structurel, la Banque mondiale (1989) soulignait le rôle clé des entrepreneurs dans l'avenir économique du continent. Malgré des changements significatifs dans les approches politiques et les tendances économiques au cours des trois dernières décennies, les appels à encourager les énergies entrepreneuriales sur le continent ont persisté, bientôt teintés d'un sentiment d'urgence renouvelé à la lumière du chômage massif des jeunes (Dolan et Rajak 2016). La figure héroïque de l'entrepreneur projette également son ombre sur de nombreuses recherches académiques qui abordent les perspectives du capitalisme en Afrique (Amaeshi et Idemudia 2015 ; Akinyoade, Dietz et Uche 2017). Ces travaux tendent ainsi à privilégier ce qui est considéré comme productif, industriel, innovateur et national au détriment de ce qui est caractérisé comme rentier, commercial, commun et étranger. Malgré ses effets substantiels sur l'élaboration des politiques et les représentations populaires, la notion d'entrepreneuriat prend parfois la forme d'une camisole de force, empêchant de rendre justice aux complexités qui façonnent les trajectoires des entreprises et des hommes d'affaires. Le risque est de se contenter d'un compte rendu appauvri des "héritages, logiques et logistiques" (Guyer 2016) qui façonnent les activités commerciales. Par conséquent, nous invitons les contributeurs à adopter une lecture globale de la complexité des trajectoires des entreprises, tout en les réinscrivant dans leurs contextes spatio-temporels spécifiques.

L'époque où il était nécessaire de "désacraliser" les grandes entreprises commerciales pour les traiter comme des objets ordinaires d'étude anthropologique (Althabe 1991) est révolue depuis longtemps. Les grandes entreprises sont devenues un lieu d'attention ethnographique bien établi, et ce, dans un large éventail de milieux (Welker, Partridge et Hardin 2011). C'est peut-être moins le cas pour le continent africain, où les études sur les trajectoires et les pratiques des entreprises se sont largement limitées aux secteurs comptant une présence importante d'acteurs multinationaux, tels que les industries extractives (dont deux monographies récentes dignes d'être mentionnées : Rajak 2011 et Rubbers 2013). Cette situation résulte d'une variété de facteurs, parmi lesquels le nombre relativement faible de grandes entreprises formalisées dans la plupart des pays africains est peut-être le plus évident. En effet, l'informalisation des activités économiques a constitué un fil conducteur des anthropologies africanistes, interprétée à la fois dans sa longue durée, et comme un

¹ www.tonyelumelufoundation.org/, visité le 9/2019

² Le Monde, édition du 25.6.2019, p. 15

effet des tendances économiques mondiales et des paradigmes politiques promus depuis les années 1970. À cet égard, il n'est guère surprenant que le corpus anthropologique sur les réseaux et les hommes et femmes d'affaires soit plus riche que celui sur les entreprises, comme le montrent les travaux présentés dans les contributions visant à dresser un état de l'art de la question au début des années 1990 (Labazée 1991 ; Copans 1991 ; voir aussi le poids des anthropologues parmi les intervenants d'une synthèse interdisciplinaire importante de cette période : Ellis et Fauré 1995). Cette lignée intellectuelle se perpétue dans les recherches ethnographiques récentes : deux monographies apparaissent à cet égard comme exemplaires dans l'effort qu'elles déploient dans la reconstruction des choses, des personnes, des réseaux et des entreprises qui font des produits pharmaceutiques au Nigeria (Peterson 2014) et des pagnes au Togo (Sylvanus 2016) ce qu'ils sont.

Cette focalisation empirique sur les entrepreneurs met en lumière la question de la classe sociale dans un sens plus large. Ce numéro ne vise pas seulement à étudier empiriquement des entrepreneurs, mais aussi à contribuer à la question de savoir s'ils représentent une classe "pour soi", qui a conscience de ses propres intérêts politiques et économiques (cette question peut par exemple être creusée au travers d'une focalisation empirique sur les associations d'entrepreneurs). Elle se rattache plus largement aux débats de longue date sur l'émergence d'une classe indigène de capitalistes en Afrique et aux questions connexes qui leur sont liées, comme celle de savoir si cette classe a conscience de sa propre existence et si elle poursuit activement ses intérêts. Dans les années 1980, ces questions ont joué un rôle central dans le très polarisé "débat kenyan" relatif aux conditions du développement économique et à la position de classe des entrepreneurs africains (Leys 1975, Beckmann 1980, Kitching 1985). En empruntant ainsi à l'ancien vocabulaire marxiste, il ne s'agit pas seulement de se demander combien de "classe est dans les entrepreneurs", mais aussi si cette classe devient, au moins à certains endroits, une "classe à part entière" (Lukács 1923/1972 ; Badou et Bierschenk 2019).

Les communications pourront porter sur les axes thématiques suivants, en incluant éventuellement des aspects plus méthodologiques relatifs aux "défis" d'une enquête ethnographique dans ces domaines :

a) Les relations entre les entreprises et les États et les associations d'entreprises : Nous nous intéressons aux analyses qui font le point sur les contributions produites dans le contexte du "débat kenyan" et sur les contributions ultérieures (MacGaffey 1987 ; Boone 1992 ; Forrest 1994 ; Muñoz 2018), et qui vont au-delà des lectures grossières en termes de domination ou d'impuissance des entreprises. Bien que la thèse selon laquelle les entreprises jouissent d'un intérêt privilégié dans les sociétés capitalistes demeure un point de départ des plus raisonnables, il est également évident que l'influence des entreprises varie en fonction du contexte. Tant ce que les politologues marxistes appelaient le pouvoir structurel de l'entreprise (en tant qu'investisseur, contribuable et employeur) que son influence instrumentale doivent être documentés plutôt que pris pour acquis. Les possibilités d'action politique des entreprises (allant de la candidature à un poste politique, au financement de partis politiques et à la création de groupes de réflexion ou d'instituts de recherche chargés d'établir des programmes, à l'investissement dans des associations commerciales, à l'entretien de liens personnels avec des responsables gouvernementaux et, plus directement, à l'achat d'influence) ne devraient pas être exclues du champ des recherches ethnographiques. Ainsi que l'a montré Hibou (2006) pour le cas de la Tunisie sous Ben Ali, les analyses des relations entre les entreprises et l'État s'égareront souvent dans des récits stéréotypés d'acteurs économiques qui tantôt minimisent leur visibilité pour se protéger des ingérences politiques, tantôt sont contraints de soutenir le régime pour éviter le harcèlement ou l'exclusion.

b) L'expansion du développement du secteur privé (DSP) en tant que domaine de l'aide au développement et de politique gouvernementale justifie également de nouvelles recherches. La

promotion de l'entrepreneuriat par la formation et le soutien technique et financier a été au centre de contributions ethnographiques bien connues (Elyachar 2005), mais ces programmes ne représentent qu'une petite composante d'un champ d'intervention beaucoup plus vaste. Les efforts déployés par les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux pour préconiser des "réformes de l'environnement des entreprises" ou pour restructurer des secteurs économiques spécifiques – souvent au moyen de la création ou du renforcement d'associations d'entreprises – ou l'évolution des dispositions relatives aux forums périodiques entre les gouvernements et le secteur privé offrent des possibilités de recherche ethnographique novatrice.

c) L'attention portée à l'environnement bâti, à la technologie, au répertoire et au rendement peut aider à comprendre l'évolution des pratiques commerciales dans divers domaines, notamment la gestion de la main-d'œuvre, les relations avec les fournisseurs et les clients, le financement, la comptabilité et la fiscalité. Malgré la bureaucratisation surtout des moyens et grands entreprises dans la plupart des pays d'Afrique, il reste beaucoup à apprendre sur le fonctionnement quotidien de ces bureaucraties d'affaires. Comme l'indique la référence du titre de l'appel aux acteurs de l'entreprise "au travail", les tensions entre normes et pratiques qui ont été explorées dans la recherche sur l'État en Afrique et le fonctionnement quotidien des bureaucraties (Bierschenk et Olivier de Sardan, 2014) sont particulièrement intéressantes.

d) Les trajectoires et les cycles économiques constituent un autre domaine d'intérêt important, lié à des préoccupations de longue date relatives notamment aux pressions sociales contre l'accumulation privée ou aux mécanismes d'application des obligations légales et contractuelles. Le récent intérêt de politistes et anthropologues pour la "réussite" (Rowlands 1994 ; Banégas et Warnier 2001 ; Newell 2012) offre de nouvelles orientations prometteuses pour la recherche sur les identités des entreprises, y compris leur dimension de classe. Plus généralement, nous invitons les contributions qui explorent les débuts et les fins des entreprises commerciales, la spécialisation et la diversification, l'expansion et le déclin, le succès et l'échec dans des contextes africains dans lesquels les conditions technologiques, juridiques et politiques changent constamment.

Calendrier :

Les propositions d'articles sont à soumettre au plus tard le **2 janvier 2019** à Thomas Bierschenk (biersche@uni-mainz.de) et José Maria Muñoz (jmunoz@ed.ac.uk), ainsi qu'à la rédaction de la revue (revue@apad-association.org).

Les propositions d'articles, d'environ 5.000 signes (espaces compris), peuvent être rédigées en français ou en anglais.

La proposition doit comprendre :

- un titre
- un résumé détaillant le thème et la problématique de recherche, ainsi que les matériaux sur lesquels repose l'article.
- des références bibliographiques (hors du décompte des signes).

Chaque proposition doit inclure les noms et prénoms des auteurs, leur statut et leur rattachement institutionnel, ainsi que leur adresse électronique.

16 janvier 2020: Les auteurs seront avertis des contributions présélectionnées par les coordinateurs et le comité de rédaction de la revue.

1 mai 2020 : Soumission des premières versions des articles, en français ou en anglais, qui devront tenir compte des consignes de la revue pour les auteurs : <https://journals.openedition.org/anthropodev/523>.

Œuvres citées

Akinyoadé, A., T. Dietz and C. Uche eds. 2017. *Entrepreneurship in Africa*. Leiden: Brill.

Althabe, G. 1991. 'Désacraliser l'entreprise: un terrain ethnologique banal. Entretien par M. Sélim', *Journal des Anthropologues*, 43-44: 17-21.

Amaeshi, K. and U. Idemudia. 2015. 'Africapitalism: A management idea for business in Africa?', *Africa Journal of Management*, 1(2): 210-223.

Badou, A.-O. and T. Bierschenk. 2019. *Les entrepreneurs Béninois et leurs associations : Un capitalisme sous tutelle*. Working Papers of the Department of Anthropology and African Studies of the Johannes Gutenberg University Mainz, No. 186. Mainz: Institut für Ethnologie und Afrikastudien (<https://www.ifeas.uni-mainz.de/files/2019/07/AP-186.pdf>).

Banégas, R. and J.-P. Warnier. 2001. 'Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir', *Politique Africaine*, 82: 5-21.

Beckman, B. 1980. 'Imperialism and capitalist transformation: A critique of a Kenyan debate', *Review of African Political Economy*, 19: 48-62.

Bierschenk, T. and J.-P. Olivier de Sardan eds. 2014. *States at Work: Dynamics of African Bureaucracies*. Leiden: Brill.

Boone, C. 1992. *Merchant Capital and the Roots of State Power in Senegal, 1930-1985*. Cambridge: Cambridge University Press.

Copans, J. 1991. 'De l'anthropologie des travailleurs à l'anthropologie de l'entreprise : hypothèses africanistes', *Journal des Anthropologues*, 43-44: 29-37.

Dolan, C. and D. Rajak. 2016. 'Remaking Africa's informal economies: Youth, entrepreneurship and the promise of inclusion at the bottom of the pyramid', *Journal of Development Studies*, 52(4): 514-529.

Ellis, S. and Y.-A. Fauré eds. 1995. *Entreprises et entrepreneurs africains*. Paris: Karthala.

Elyachar, J. 2005. *Markets of Dispossession. NGOs, Economic Development and the State in Cairo*. Durham: Duke University Press.

Forrest, T. 1994. *The Advance of African Capital: The growth of Nigerian Private Enterprise*. Edinburgh: Edinburgh University Press for the International African Institute.

Guyer, J. 2016. *Legacies, Logics, Logistics: Essays in the Anthropology of the Platform Economy*. Chicago: Chicago University Press.

Hibou, B. 2006. *Force de l'obéissance : économie politique de la répression en Tunisie*. Paris: La Découverte.

Kitching, G. 1985. 'Politics, methods and evidence in the Kenya debate', in H. Bernstein and B. Campbell eds. *Contradictions in Accumulation*. Beverly Hills: Sage: 115-152.

MacGaffey, J. 1987. *Entrepreneurs and Parasites: The Struggle for Indigenous Capitalism in Zaire*. Cambridge: Cambridge University Press.

Labazée, P. 1991. 'Un terrain anthropologique à explorer: l'entreprise africaine', *Cahiers d'Études Africaines*, 124 : 533-552.

- Leys, C. 1975. *Underdevelopment in Kenya: The Political Economy of Neocolonialism, 1964-1971*. Berkeley: University of California Press.
- Lukács, G. 1972, orig. 1923. *History and Class Consciousness. Studies in Marxist Dialectics*. Cambridge, Ma.: MIT Press.
- Muñoz, J.-M. 2018. *Doing Business in Cameroon. An Anatomy of Economic Governance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Newell, S. 2012. *The Modernity Bluff: Crime, Consumption, and Citizenship in Côte d'Ivoire*. Chicago: University of Chicago Press.
- Peterson, K. 2014. *Speculative Markets: Drug Circuits and Derivative Life in Nigeria*. Durham: Duke University Press.
- Rajak, D. 2011. In *Good Company: An Anatomy of Corporate Social Responsibility*. Stanford: Stanford University Press.
- Roxburgh, C., N. Dörr, A. Leke, A. Tazi-Riffi, A. van Wamelen, S. Lund, M. Chironga, T. Alatovik, C. Atkins, N. Terfous and T. Zeino-Mahmalat. 2010. *Lions on the move: The progress and potential of African economies*, McKinsey Global Institute Report [http://www.mckinsey.com/Insights/MGI/Research/Productivity_Competitiveness_and_Growth/Lions_on_the_move; accessed 23.10.2019].
- Rowlands, M. 1994. 'The material culture of success: Ideals and life cycles in Cameroon,' in J. Friedman ed. *Consumption and Identity*, pp. 106-19. London: Routledge.
- Rubbers, B. 2013. *Le Paternalisme en question: Les anciens ouvriers de la Gécamines face à la libéralisation du secteur minier katangais (RD Congo)*. Paris: L'Harmattan.
- Sylvanus, N. 2016. *Patterns of Circulation: Cloth, gender and materiality in West Africa*. University of Chicago Press.
- Welker, M., D. Partridge and R. Hardin. 2011. 'Corporate Lives: New Perspectives on the Social Life of the Corporate Form: An Introduction', *Current Anthropology*, 52(S3): 3-16.
- World Bank. 1989. *Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth*. Washington: World Bank.
- World Bank. 2004. *Doing Business in 2004: Understanding Regulation*. Washington: World Bank and Oxford University Press.